

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**(RC N° 2024\_CURAGE\_RESEAUX\_BASSINS)**

#### *L'acheteur*

Ministère chargé des transports  
Directeur Interdépartemental des Routes Est

#### *Objet de la consultation*

Entretien et curage de réseaux et de bassins d'assainissement routier - SREI / FC

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : **\_14/06/2024 à 11 h 00** (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
2-1. Définition de la procédure.....	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	6
2-5. Variantes.....	6
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	6
2-8. Durée du marché et délais d'exécution.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	7
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	7
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	7
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	7
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	7
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
2-17 Traitement des données à caractère personnel.....	8
<b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>9</b>
3-1. Solution de base.....	10
3-2. Variantes.....	15
<b>ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....</b>	<b>15</b>
4-1. Sélection des candidatures.....	16

<b>4-2. Jugement et classement des offres.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>18</b>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	18
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	19
<b>ARTICLE 6. MODALITE DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 8. LITIGES ET CONTENTIEUX.....</b>	<b>22</b>
Voies et délais de recours.....	22
Adresses.....	23

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

### **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La consultation concerne l'entretien et curage de réseaux et bassins d'assainissement routier.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : périmètre du SREI / FC : Doubs (25), Jura (39), Haute-Marne (52), Haute-Saône (70), Territoire de Belfort (90)

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-1, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 à R.2162-14 et R.2391-12 du CCP.

L'estimation financière de ces prestations par période s'élève à 700 000 € TTC.

### **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-7 du CCP.

#### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie du fait d'une nécessité de centralisation des moyens sur une zone géographique se limitant au périmètre du SREI-FC. Le type de travaux à forte technicité concernés par le présent marché peuvent nécessiter la mobilisation de ces moyens dans un délai restreint.

#### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes avec mandataire solidaire.

**Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément aux articles L.2141-13. et L.2141-14. du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'art. R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

#### **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

#### **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

#### **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation, en ayant toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

#### **2-8. Durée du marché et délais d'exécution**

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

#### **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

Aucune stipulation particulière.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur décide de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché ; toutes périodes confondues (ferme y compris reconductions).

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.1 du CCAP.

Le représentant de l'acheteur a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la France Travail du Grand Nancy se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

France Travail du Grand Nancy	Madame Isabelle FIKUART Responsable de Secteur Coordinatrice Clauses d'insertion Ligne directe 03.83.22.24.22 - Portable 06.33.66.85.13 France Travail du Grand Nancy 88 Avenue du XXème Corps - BP 90657 54 063 NANCY CEDEX
-------------------------------	---

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Traitements en Installations de Stockage de déchets (ISD) adaptées, des boues de curage en fonction de leur degré de toxicité mesuré sur des échantillons d'analyses représentatifs.
- Gestion des risques durant le chantier (dispositif de protection durant le chantier en cas d'incident technique).
- Gestion des risques de rejet dans le milieu naturel (zone très fortement vulnérable).
- Il existe une clause environnementale, se traduisant par la production d'un Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets de Chantier (SOGED), constituant un critère de pondération de la valeur environnementale, ainsi qu'un Schéma Organisationnel d'un Plan d'Assurance Environnement (SOPRE) constituant un critère de pondération de la valeur environnementale.

## **2-17 Traitement des données à caractère personnel**

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

### **Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :**

La Direction Interdépartementale des Routes de l'Est  
10-16 Promenade des Canaux

BP 82120  
54021 NANCY Cedex  
représentée par Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est.

**Coordonnées du délégué à la protection des données :**

[bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr)

**La base juridique du traitement est :**

Les points c) et e) de l'article 6.1 du RE 2016-679 du 27 avril 2016.

**Les finalités du traitement sont :**

Le suivi de la présente procédure de passation, l'attribution du marché public et les obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicables aux marchés publics.

Les données à caractère personnel collectées sont destinées exclusivement aux agents de la Direction Interdépartementale des Routes Est, des ministères et opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**La conservation des données :**

Les données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la durée d'utilité administrative applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RE 2016-679 du 27 avril 2016, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

**La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.**

### **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait obligatoirement par téléchargement sur le profil d'acheteur <https://www.marchés-publics.gouv.fr> avec la référence suivante : 2024\_CURAGE\_RESEAUX\_BASSINS.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.



Les soumissionnaires au marché ne sont pas dans l'obligation de signer électroniquement (conforme eIDAS) l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre du dossier sur la plateforme des achats de l'État.

Seul le titulaire du marché devra signer l'acte d'engagement avant la notification du marché

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1.** Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation
- L'acte d'engagement
- Le cadre-type du SOPAQ
- Le cadre-type du SOPRE
- Le Bordereau de Prix (BP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La pièce non contractuelle destinée au jugement de l'offre à savoir :
  - le détail estimatif (DE)

#### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

##### **Dans un sous dossier :**

##### **Situation juridique - références requises :**

La déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2142-14 du CCP susvisés et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

##### **Capacité économique et financière - références requises :**

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques

professionnels pertinents conformes à l'annexe 9 de l'arrêté du 22/03/2019 modifié par l'arrêté du 17/03/2021. Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

### **Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

#### A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

#### B - Capacités professionnelles :

L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

#### C - Capacités techniques :

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années.

Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

### **Dans un autre sous dossier :**

#### **- Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise (signature non obligatoire au stade de l'offre)

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat précisera dans l'AE la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de

formulaire DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- Le bordereau des prix : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

**Il est précisé que l'absence de l'acte de l'engagement et du bordereau des prix vaut rejet de l'offre.**

**- Les documents explicatifs :**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ).

Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché.

- Les certificats de conformité aux normes et marques de qualité concernant les produits ci-après :

- dispositif d'étanchéité (géomembranes)

Pour ces produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères, le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence.

Les certificats originaux établis éventuellement dans une langue autre que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités (par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "EA" ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011).

- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du Plan de Respect de l'Environnement (PRE).

Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché.

- A1 - Un mémoire technique qui devra comporter :

- les moyens matériels, logistiques et en personnel de l'entrepreneur réellement affectés aux différents chantiers tout en précisant les personnes d'expérience qui seront mobilisées sur les chantiers. Il conviendra de détailler le personnel prévu pour la logistique, le personnel prévu pour l'encadrement et l'équipe spécialisée affectée aux postes de travail ;
- Le titulaire devra fournir la preuve de l'emploi de véhicules récents limitant ainsi les émissions de CO2 lors de la réalisation des prestations de curage (pelle), d'hydrocurage (hydrocureuse), de nettoyage de caniveau (aspiratrice) et de transports de produits de curage vers le site agréé (PL).

- l'organisation, les mesures et les dispositions envisagées (effectifs, liste du matériel adapté mobilisé, etc.) pour la réalisation du curage de bassins, l'hydrocurage de réseaux d'assainissement (caniveau à fente, canalisation, etc.), le nettoyage de caniveaux (balayeuse/aspiratrice), le faucardage des bassins avec destruction des rhizomes, l'identification des centres de stockage vers lesquels seront acheminés les déchets ainsi que les moyens de contrôle, suivi et traçabilité mis en œuvre ;
- les mesures d'hygiène et de sécurité envisagées au regard de la réglementation en vigueur. Ces mesures devront préciser :
  - les moyens, matériels et organisation assurant la sécurité du personnel et des tiers ainsi que la bonne gestion du trafic, en lien avec l'Exploitant,
  - les dispositions en matière d'alerte, de secours et d'évacuation,
  - les dispositions en matière d'hygiènes relatives aux conditions de travail,
  - l'organisation spatiale de l'entreprise, en signalant l'accès aux postes de travail.
- A2 - Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché, ainsi qu'une notice sécurité détaillée précisant la bonne prise en compte des risques liés à des interventions à proximité du réseau routier (circulation de véhicules et piétons).
- A3 - Le Schéma Organisationnel du Programme de Respect de l'Environnement (SOPRE), servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du Plan de Respect de l'Environnement (PRE). Il comprendra :
  - la politique environnementale de l'entreprise liée au présent marché et l'engagement de l'entreprise ; en cas de groupement d'entreprises, elle devra être commune et engager tous les responsables ;
  - les dispositions que l'entrepreneur mettra en place pour le transport des boues solides et liquides ainsi que les dispositions pour qu'aucun rejet ne se fasse dans le milieu naturel ;
  - les dispositions que l'entrepreneur mettra en place pour limiter les nuisances sonores.
- A4 - Le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets de Chantier (SOGED), servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du Plan de Gestion des Déchets). Il comprendra :
  - les différents types de déchets susceptibles d'être produits tout au long du chantier que ce soit par la réalisation des travaux ou par la présence d'installations et d'activités inhérentes au chantier ;
  - pour chaque déchet, les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie ;
  - le système de tri des déchets qui sera mis en place sur le terrain ;
  - les moyens qui seront mis en œuvre pour le suivi, la traçabilité, le contrôle et l'application du PGD ;

- les dispositions prises pour assurer la propreté permanente du chantier ainsi qu'à ses abords.

Ce mémoire, joint à l'appui de l'offre et contractué au titre du marché, permet à l'acheteur d'apprécier la pertinence des dispositions envisagées pour mener à bien les prestations prévues au marché.

En conséquence, le soumissionnaire est invité à apporter la plus grande attention à sa rédaction. Il peut compléter le mémoire par toute information qu'il juge utile à une bonne compréhension de son offre.

**- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- Le détail estimatif : cadre ci-joint à compléter sans modification.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant.

- Un sous-détail des prix unitaires suivants :

- 106 - Inspection télévisée
- 204 - Construction d'un muret longitudinal béton dans bassin
- 301 - Curage et ou nettoyage de bassins y compris chargement
- 304 - Hydrocurage de caniveau à fente
- 406 - Remplacement de dispositif d'étanchéité (géomembrane)
- 407 - Reconstitution de dispositif d'étanchéité par argile
- 501 - Transport des boues et / ou produits de curage en Centre d'Enfouissement Technique
- 601 - Déchargement et mise en dépôt définitif des produits de curage en Centre d'Enfouissement Technique de Classe 1
- 602 - Déchargement et mise en dépôt définitif des produits de curage en Centre d'Enfouissement Technique de Classe 2
- 603 - Déchargement et mise en dépôt définitif des produits de curage en Centre d'Enfouissement Technique de Classe 3

- Une décomposition du prix forfaitaire n° :

- 302 - Vidange / nettoyage d'un séparateur hydrocarbures

**3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes**

Sans objet.

**3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

Par application des articles L.2141-1. à L.2141-14. du CCP, le soumissionnaire susceptible d'être retenu devra fournir :

- Pour l'application de l'art. L. 2141-3 3°. du CCP, lorsqu'il est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ;
- - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le

soumissionnaire pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

- - La forme juridique du soumissionnaire
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 du CCP ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail ;
- l'attestation d'assurance ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le soumissionnaire y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises, si elle ne figure pas dans le registre de commerce et des sociétés ;
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5.3 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s) ;
- L'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce, avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

### **3-2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION**

Le représentant de l'acheteur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

#### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le représentant de l'acheteur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci dans le délai imparti.

#### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation, en ayant toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, l'absence de dépôt d'une nouvelle offre vaut annulation de la candidature.

Même si l'offre reste inchangée, il faut la redéposer.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le représentant de l'acheteur examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément à la méthode d'analyse définie ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

L'absence du bordereau des prix entraînera le rejet du pli du soumissionnaire.

Lorsque l'entreprise souhaite afficher un prix à zéro euro, elle doit l'afficher expressément dans les documents financiers et en cas d'impossibilité, préciser ce point dans son offre ou poser une question à l'acheteur via PLACE avant de déposer son offre.

- **Méthode d'analyse des offres :**

<b>Critère d'attribution</b>	<b>Pondération</b>
<p>Le prix des prestations est apprécié au vu des documents financiers dont les quantités sont fournies par la personne publique et valorisées par le candidat.</p> <p>Le critère prix est noté sur 70 points (pondération incluse).</p> <p>Pour l'attribution des notes, la formule utilisée pour ce critère est la suivante :</p> $\text{Note } (P_{\text{offre}}) = 70 \times (P_{\text{offre}} - 1,5 \times P_{\text{moy}}) / (P_{\text{offre la plus basse}} - 1,5 \times P_{\text{moy}})$ <ul style="list-style-type: none"> <li>• <math>P_{\text{offre}}</math> représente le prix de l'offre à noter,</li> <li>• <math>P_{\text{moy}}</math> représente le prix moyen de l'ensemble des offres conformes remises,</li> <li>• <math>P_{\text{offre la plus basse}}</math> représente le prix de l'offre la moins-</li> </ul>	70,00 %

Critère d'attribution	Pondération
<p>disante.</p> <p>La note maximale de 70 sera attribuée à l'offre la moins-disante. Lorsque <math>P_{\text{offre}}</math> est supérieur ou égal à <math>1.5 P_{\text{moy}}</math>, la note attribuée sera égale à zéro.</p>	
<p>La valeur technique des prestations (Nv notée sur 20, pondération incluse), appréciée au vu des documents suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maîtrise des risques en termes de qualité (10 points) jugée au regard de <ul style="list-style-type: none"> <li>• du mémoire technique (pondéré à 80%)</li> <li>• du SOPAQ (pondéré à 20%)</li> </ul> </li> <li>- Maîtrise de la sécurité (5 points) jugée au regard de la description de l'organisation du chantier et des procédures d'interventions afin d'assurer que la sécurité des personnels et des tiers sont bien pris en compte.</li> <li>- Maîtrise des risques en termes d'organisation des travaux (5 points) jugée au regard de la démonstration au travers du SOPAQ et du dossier technique que le candidat met en œuvre les moyens adaptés au contexte des sites concernés et des prestations commandées. Ce critère sera notamment apprécié au regard des moyens, effectifs et techniques, que le candidat projette de mettre en place pour assurer la bonne réalisation du chantier.</li> </ul>	20,00 %
<p>La valeur environnementale (Ne notée sur 10, pondération incluse), appréciée au vu des documents suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du SOPRE et SOGED (pondéré à 80%)</li> <li>• Le candidat devra fournir la preuve de l'emploi de véhicules récents limitant ainsi les émissions de CO<sub>2</sub> lors de la réalisation des prestations de curage (pelle), d'hydrocurage (hydrocureuse), de nettoyage de caniveau (aspiratrice) et de transports de produits de curage vers le site agréé (PL) (pondéré à 20%)</li> </ul>	10,00 %

La note finale est obtenue par l'addition des trois notes obtenues sur chacun des critères précédents :  $N = N_p + N_v + N_e$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.



Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le représentant de l'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DE L'OFFRE**

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois. L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur le profil acheteur PLACE.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, le soumissionnaire installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence «2024\_CURAGE\_RESEAUX\_BASSINS ».

Cette transmission se fera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas ouverts ;

- Les documents à fournir, conformément à l'article 3.1.2 du règlement de la consultation ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip ;
- Les documents fournis au format PDF devront permettre une recherche automatique par mots clés ;
- Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique). Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132- 11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté. L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIR-EST / SG / BGAM - 1<sup>er</sup> étage  
Bâtiment LESZCZYNSKI  
10 et 16, Promenade des canaux - BP 82120  
54021 NANCY CEDEX  
Copie de sauvegarde pour Marché «2024\_CURAGE\_RESEAUX\_BASSINS»  
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(\*) :  
« NE PAS OUVRIR »

**(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.**

La copie de sauvegarde devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique ou sous forme dématérialisée, les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

#### Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2 du présent RC et selon les modalités de l'arrêté du 22 mars 2019.

## **ARTICLE 6. MODALITE DE SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Chaque document à signer électroniquement doit être signé individuellement.

L'ATTRI1 retourné in fine par le soumissionnaire sera signé au format PDF au moment de l'attribution.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés. Les documents ne doivent pas être verrouillés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation-utilisateur entreprise) ;
- dans le guide «très pratique» sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi «dispositif de création de signature électronique»).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

**1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.**

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- sur le site de la commission européenne :

<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

**2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.**

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des soumissionnaires.

**Exigences relatives à l'outil de signature :**

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

## **ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence « 2024\_CURAGE\_RESEAUX\_BASSINS »

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Passé le délai indiqué supra, la date limite de remise des plis pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

## **ARTICLE 8. LITIGES ET CONTENTIEUX**

Le présent marché est régi par le droit français.

### **Voies et délais de recours.**

#### **Procédures d'urgence :**

1) Référé pré contractuel (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

ou

2) Référé contractuel (article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat).

#### **Autres recours :**

3) Recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article R421-1 du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

4) Recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DEPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994) par tout

tiers susceptible d'être lésé dans leurs intérêts, assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché.

5) Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

#### **Adresses**

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal Administratif de Nancy

5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038

54036 NANCY Cedex.

Tél. : +33.3.83.17.43.43, télécopie : +33.3.83.17.43.50.

Courriel : [greffe.ta-nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nancy@juradm.fr)

Site Internet : <http://nancy.tribunal-administratif.fr>

En cas de différend, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises conformément aux dispositions aux articles R. 2197-1 à R. 2197-5 et R. 2197-23 à R. 2197-25 du Code de la commande publique.

#### **Adresse du comité consultatif compétent :**

CCIRA de Nancy

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Érignac

54038 NANCY Cedex

#### **Adresse du médiateur des entreprises :**

Bureau des développements Numériques

98-102 rue de Richelieu

75002 PARIS

Sites Internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

<https://www.justice.fr/fiche/litige-administration-saisir-defenseur-droits>

#### **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

DIR Est

Bureau du Contentieux et des Affaires Générales

10-16 promenade des Canaux

BP 82120

54021 NANCY Cedex

Courriel : [bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr)